

Plan Général de Coordination SPS avec risques spéciaux

Désignation de l'opération

Transformation d'un bâtiment communal en
Maison Pluridisciplinaire de Santé



Adresse de l'opération

4, place du Palais
31380 BAZUS

Dates	Indices	Objet	Pages modifiées
12/01/2024	V0	Version initiale pour insertion dans le DCE	-

PREAMBULE

L'opération, concernée par le présent plan général de coordination (PGC), est soumise aux dispositions réglementaires du code du travail prescrites par la loi n° 93-1418 du 31 décembre 1993 et les décrets n° 94-1159 du 26 décembre 1994 et n° 2003-68 du 24 janvier 2003 relatifs à la prévention des risques et à la coordination en matière de sécurité et de protection de la santé lors des opérations de bâtiment et génie-civil.

L'employeur met en œuvre les mesures prévues à l'article L.4121-1 sur le fondement des principes généraux de prévention suivants :

1° Eviter les risques ;

2° Evaluer les risques qui ne peuvent pas être évités ;

3° Combattre les risques à la source ;

4° Adapter le travail à l'homme, en particulier en ce qui concerne la conception des postes de travail ainsi que le choix des équipements de travail et des méthodes de travail et de production, en vue notamment de limiter le travail monotone et le travail cadencé et de réduire les effets de ceux-ci sur la santé ;

5° Tenir compte de l'état d'évolution de la technique ;

6° Remplacer ce qui est dangereux par ce qui n'est pas dangereux ou par ce qui est moins dangereux ;

7° Planifier la prévention en y intégrant, dans un ensemble cohérent, la technique, l'organisation du travail, les conditions de travail, les relations sociales et l'influence des facteurs ambiants, notamment les risques liés au harcèlement moral et au harcèlement sexuel ;

8° Prendre des mesures de protection collective en leur donnant la priorité sur les mesures de protection individuelle ;

9° Donner les instructions appropriées aux travailleurs.

Le coordonnateur SPS a pour mission de faire appliquer les principes généraux énoncés aux points 1 à 3 et 5 à 8.





Ce plan général de coordination est élaboré par le coordonnateur SPS pour insertion dans le DCE et préalablement aux inspections communes (*article R.4532-13 du code du travail*) qui seront réalisées en présence des entreprises. Il est susceptible de modifications suite à celles-ci.

Le plan général de coordination sera transmis aux entreprises qui élaboreront leur plan particulier de sécurité et protection de la santé après leur inspection commune. Elles le transmettront ensuite au coordonnateur en application de l'article R.4532-56 du code du travail.

En l'absence de plan particulier de sécurité et protection de la santé (PPSPS), les entreprises ne seront pas autorisées à pénétrer sur le chantier.

Rappel du port des Equipements de Protection Individuel

Toute personne pénétrant sur le chantier et à quelque titre que ce soit, (*entreprises, sous-traitants, travailleurs indépendants, locatiers, livreurs, représentants de la Maîtrise d'Ouvrage et de la Maîtrise d'œuvre ainsi que le coordonnateur SPS*), devra obligatoirement :

- Être équipée de chaussures de sécurité (*norme NF EN 345*),
- Être dotée d'un vêtement de signalisation à haute visibilité de classe 2 ou 3, conforme aux spécifications de la norme EN ISO 20471. Toutefois, les intervenants de courte durée peuvent se contenter d'un vêtement de classe 1,
- Porter un casque de protection (*norme NF EN 397*).

Les visiteurs occasionnels, seront obligatoirement accompagnés par une personne dûment habilitée à pénétrer sur le chantier, et seront dotés des mêmes équipements de protection individuel précités.

Les opérateurs chargés du désamiantage des bâtiments devront être équipés de vêtements de protection tels que définis par la norme EN ISO 13982-1 (2005).



SOMMAIRE

Elaboré suivant l'article R.4532-44 du Code du travail.

1 – Renseignements d'ordre administratif intéressant le chantier et notamment ceux complétant la déclaration préalable :

- 1-1 - Désignation de l'opération et description sommaire
- 1-2 - Catégorie de l'opération
- 1-3 - Déclaration Préalable
- 1-4 - Localisation du chantier
- 1-5 - Démarrage et durée du chantier
- 1-6 - Planning et phasage
- 1-7 - Coordonnées des intervenants
- 1-8 - Coordonnées des organismes de prévention
- 1-9 - Coordonnées des concessionnaires
- 1-10- Liste des lots
- 1-11 - Coordonnées des entreprises
- 1-12 - Diagnostics avant travaux
 - 1-12-a - Amiante
 - 1-12-b - Plomb
 - 1-12-c - Termites
- 1-13 - Intervention de professionnels soumis aux dispositions du code du travail relative au retrait de matériaux contenant de l'amiante
- 1-14 - Plan de retrait des matériaux contenant de l'amiante
- 1-15 - Intervention de professionnels soumis aux dispositions du code du travail relative au retrait de matériaux contenant du plomb

2 - Mesures d'organisation générale arrêtées par le maître d'œuvre, en concertation avec le coordonnateur, et conditions techniques :

- 2-1 - Plan des Installations de chantier (*PIC*)
- 2-2 - Bungalow de décontamination pour le risque amiante
- 2-3 - Clôture et signalisation de chantier
- 2-4 - Panneau de chantier
- 2-5 - Conditions d'accès au chantier
 - 2-5-a - Accès des personnes
 - 2-5-b - Carte professionnelle
 - 2-5-c - Véhicules particuliers
 - 2-5-d - Engins de chantier et livraisons
- 2-6 - Conséquences des travaux sur l'environnement du chantier
- 2-7 - Les réseaux enterrés
 - 2-7-a - Déclaration de projet de Travaux (*DT*)
 - 2-7-b - Déclaration d'Intention de Commencement de Travaux (*DICT*)
- 2-8 - Les réseaux aériens
- 2-9 - Autorisation d'intervention à proximité des réseaux (*AIPR*)

3 - Mesures de coordination prises par le coordonnateur en matière de sécurité et de santé et sujétions qui en découlent concernant, notamment :

- 3-a - Voies ou zones de déplacement ou de circulations horizontale et verticale
 - 3-a-1 - Circulation horizontale
 - 3-a-2 - Circulation verticale
- 3-b - Conditions de manutention des différents matériels et matériaux, en particulier pour ce qui concerne l'interférence des appareils de levage sur le chantier ou à proximité, ainsi que la limitation du recours aux manutentions manuelles



3-c - Délimitation et aménagement des zones de stockage et d'entreposage des différents matériaux, notamment s'il s'agit de matières ou substances dangereuses

3-d - Les conditions de stockage, d'élimination ou d'évacuation des déchets et décombres ;

3-d-1 - Gestion des déchets contenant de l'amiante

3-d-2 - Conditionnement des déchets contenant de l'amiante

3-d-3 - Apport en déchèterie

3-d-4 - Filières d'élimination des déchets

3-d-5 - Traçabilité

3-d-6 - Traitement des déchets contenant du plomb

3-d-7 - Autres déchets

3-e - Conditions d'enlèvement des matériaux dangereux utilisés

3-f - L'utilisation des protections collectives, des accès provisoires et de l'installation électrique générale ;

3-f-1 - Protections collectives

3-f-2 - Accès provisoires

3-f-3 - Installation électrique générale

3-g - Mesures prises en matière d'interactions sur le site

4 - Sujétions découlant des interférences avec les activités d'exploitation sur le site à l'intérieur ou à proximité duquel est implanté le chantier :

4-1 - Horaire activité du site

4-2 - Horaire du chantier

4-3 - Horaire approvisionnement des matériaux et arrivée du matériel

4-4 - Risque incendie

4-5 - Bruits et nuisances

4-6 - Poussières

5 - Mesures générales prises pour assurer le maintien du chantier en bon ordre et en état de salubrité satisfaisant, notamment :

5-a - Pour les opérations de construction de bâtiment, les mesures arrêtées par le maître d'ouvrage (*article R.4533-1*) ;

5-b - Pour les opérations de génie-civil, les dispositions prises par le maître d'ouvrage pour établir des conditions telles que les locaux destinés au personnel du chantier soient conformes aux prescriptions qui leur sont applicables en matière de santé, de sécurité et de conditions du travail.

6 - Renseignements pratiques propres au lieu de l'opération concernant les secours et l'évacuation des travailleurs ainsi que les mesures communes d'organisation prises en la matière :

6-1 - Sauveteurs-secouristes du travail

6-2 - Moyens d'appels des secours

6-3 - Numéros d'appels des secours extérieurs

6-4 - Alerte des secours

6-5 - Pharmacie de secours

6-6 - Accidents du travail

6-7 - Défibrillateur Automatisé Externe (DAE)

7 - Modalités de coopération entre les entrepreneurs, employeurs ou travailleurs indépendants :

7-1 - Inspection commune (IC)

7-2 - Plans Particuliers de Sécurité et Protection de la Santé (PPSPS)

7-3 - Dossier d'Intervention Ulérieure sur l'Ouvrage (DIUO)

7-4 - Registre-Journal de Coordination (RJC)

7-5 - Droits et obligations du maître d'ouvrage

7-6 - Droits et obligations du coordonnateur

7-7 - Intervention du coordonnateur SPS

1 - Renseignements d'ordre administratif intéressant le chantier, et notamment ceux complétant la déclaration préalable :

1-1 - Désignation de l'opération et description sommaire :

L'objet de la présente opération consiste en la transformation de l'ancien presbytère en maison pluridisciplinaire de santé qui regroupera 3 bureaux pour médecin avec accueil du public.

Ces travaux ont fait l'objet d'un permis de construire déposé en mairie le 3 août 2023 sous le n° **PC 031 049 23Z0007** et délivré le 27 novembre 2023.

Relativement à l'accueil ERP, l'établissement sera de classe type **U** de **5ème catégorie**.

1-2 - Catégorie de l'opération :

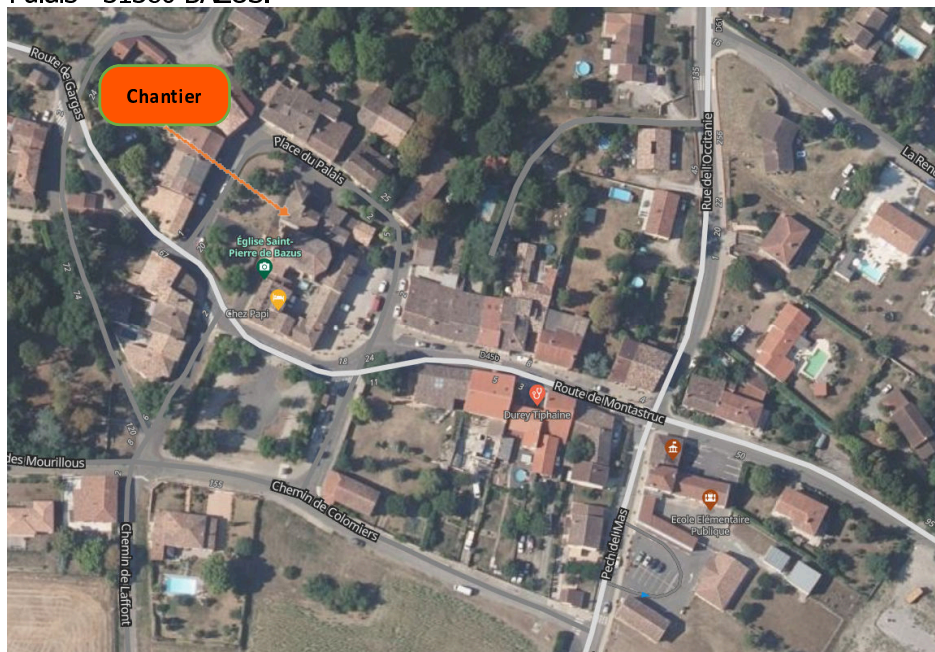
Niveau **3** – phases Conception et Réalisation

1-3 - Déclaration Préalable :

Conformément aux dispositions des articles L.4532-1, R-4532-2 et R.4532-3 du Code du Travail, cette opération étant classifiée en catégorie **3**, il n'a pas lieu de transmettre une déclaration préalable aux organismes de prévention (*DIRRECTE, OPPBTP et CARSAT*).

1-4 - Localisation du chantier :

4, place du Palais - 31380 BAZUS.



1-5 - Démarrage et durée du chantier :

Le chantier devrait démarrer en avril 2024 pour la phase « Travaux » pour une durée approximative d'environ 6 mois, période de préparation comprise.

1-6 - Planning et phasage :

Le planning et son phasage seront transmis dans le DCE.



1-7 - Coordonnées des intervenants :

Maîtrise d'ouvrage		
Mairie	Route de Montastruc 31380 BAZUS 05 61 84 95 50	GALY Brigitte Maire mairie.bazus@wanadoo.fr

Maîtrise d'œuvre		
Guy MARONESE Architecte DPLG Chevalier arts et lettres	27, rue des Lois 31000 TOULOUSE 05 61 70 14 79	Guy MARONESE Architecte DPLG 06 07 76 48 37 guy.m.sm@live.com

Bureau d'audit énergétique		
NEOLIA Ingénierie	693, avenue des Terres Noires 81370 SAINT-SULPICE 05 31 61 60 13	06 36 18 03 75 contact@neolia-ingenierie.fr

Coordination SPS		
SASU COORDINATION-DIAGNOSTICS	40, rue du Chanoine Lucien Gaben 81000 ALBI	SCHMITT Alain 07 71 72 82 44 alain.schmitt@coordination-diagnostics.com



1-8 - Coordonnées des organismes de prévention :

Fonctions	Adresses courrier et courriel	Téléphones
<p>Inspection du Travail</p> 	<p>DREETS OCCITANIE - DDETS 31 BP 98016 5, esplanade Compans Caffarelli BP 98016 31080 TOULOUSE CEDEX 6</p> <p>ddets-uc5@haute-garonne.gouv.fr</p>	<p>05 32 98 00 51</p>
	<p>2, rue Georges Vivent 31065 TOULOUSE cedex</p> <p>btp.prev@carsat-mp.fr</p>	<p>09 71 10 39 60</p>
	<p>Bâtiment C 3, chemin du Pigeonnier de la Cépière 31036 TOULOUSE cedex 1</p> <p>midipyrenees@oppbtp.fr</p>	<p>05 61 44 52 62</p>
	<p>Chaque entreprise devra mentionner le nom et les coordonnées de son médecin du travail dans son PPSPS.</p>	



1-9 - Coordonnées des concessionnaires :

Fonctions	Adresses courrier et courriel	Téléphones fixes
Electricité <i>(réseaux et dépannage)</i>	4, rue Isaac Newton 33700 MERIGNAC	09 72 67 50 31
Gaz <i>(réseaux et dépannage)</i>	6, rue Condorcet 75009 PARIS	0 800 47 33 33
Téléphone <i>(réseaux et dépannage)</i>	Orange	1013
Service de l'eau	Syndicat Intercommunal des Eaux Tarn et Girou Place de la Mairie 31380 MONTJOIRE	Urgence VEOLIA 05 61 80 09 02
Service de l'assainissement collectif	VEOLIA 22, avenue Marcel Dassault 31500 TOULOUSE	Urgence VEOLIA 05 61 80 09 02



1-10 - Liste des lots :

L'ensemble des travaux est réparti en 9 lots, à savoir :

Lot(s)	Désignation
0	Désamiantage
1	Démolition et gros-oeuvre
2	Charpente, couverture et zinguerie
3	Menuiseries et serrurerie
4	Plâtrerie, isolation et plafonds
5	Carrelage
6	Peintures, revêtements sols murs
7	Plomberie, sanitaire
8	Electricité, chauffage et VMC

1-11 - Coordonnées des entreprises :

Les coordonnées des entreprises seront annexées au présent PGC dès qu'elles auront été nommées.

1-12 - Diagnostics avant travaux :

1-12-a - Amiante

- Le diagnostic des matériaux et produits contenant de l'amiante avant démolition a été fait le 20 novembre 2023 par PRO ECO CONSEIL basé à Toulouse (31400).
- Le rapport de cette mission de repérage de produits et matériaux contenant de l'amiante a été établi le 26 novembre 2023 sous le numéro de dossier **DI/3669** et remis au maître d'ouvrage le jour-même. Ce rapport est joint au DCE.
- Ce rapport fait état de matériaux ou produits contenant de l'amiante.

1-12-b - Plomb :

- Le constat de risque au plomb CREP avant travaux a été fait le 13 décembre 2023 par DIRECT.DIAGNOSTICS.PERFORMANCE.ENERGIE.
- Le rapport de ce constat plomb avant travaux a été établi le 13 décembre 2023 sous le numéro de dossier **23/IMO/0454** et remis au maître d'ouvrage le jour-même. Ce rapport est joint au DCE.
- Dans le cadre de la mission, il a été repéré des unités de diagnostics de classe 1 et/ou 2. Par conséquent, le propriétaire doit veiller à l'entretien des revêtements recouvrant les unités de diagnostics de classe 1 et/ou 2, afin d'éviter leur dégradation future.

1-12-c - Termites :

- Le diagnostic des matériaux et produits contenant des termites avant démolition a été fait le 14 décembre 2023 par PRO ECO CONSEIL basé à Toulouse (31400).
- Le rapport de l'état relatif à la présence de termites dans le bâtiment a été établi le 17 décembre 2023 sous le numéro de dossier **DI/3678** et remis au maître d'ouvrage le jour-même. Ce rapport est joint au DCE.
- Ce rapport fait état qu'il n'a pas été repéré d'indice d'infestation de termites.

1-13 - Intervention de professionnels soumis aux dispositions du code du travail relative au retrait de matériaux contenant de l'amiante

Les entreprises réalisant des opérations sur matériaux et produits contenant de l'amiante sont soumises aux dispositions des articles R. 4412-94 à R. 4412-148 du code du travail.

Les entreprises qui réalisent des travaux de retrait ou de confinement de matériaux et produits contenant de l'amiante doivent en particulier être certifiées dans les conditions prévues à l'article R. 4412-129.

Cette certification est obligatoire à partir du 1er juillet 2013 pour les entreprises effectuant des travaux de retrait sur l'enveloppe extérieure des immeubles bâtis et à partir du 1er juillet 2014 pour les entreprises de génie civil.

1-14 - Plan de retrait des matériaux contenant de l'amiante :

Le plan de retrait est le document technique obligatoire permettant de réaliser un chantier de désamiantage. Il est établi et diffusé par l'entreprise afin de présenter la méthodologie de travail ainsi que les mesures et moyens de prévention mis en œuvre pour assurer la sécurité et le respect de l'environnement.

Le plan de retrait est diffusé au minimum 1 mois avant le début des travaux auprès des organismes officiels de prévention :

- l'inspection du travail en charge du secteur des travaux,
- le service de prévention des risques de la CRAM (*Caisse Régionale d'Assurance Maladie*),
- l'OPPBTB (*Organisme Professionnel de Prévention du Bâtiment et des Travaux Publics*),
- la Médecine du travail en charge du suivi médical des salariés de l'entreprise de travaux.

En l'absence d'observations ou de remarques pendant le mois précédent le démarrage des travaux, l'entreprise est tacitement autorisée à mettre en place son chantier et débiter le retrait des matériaux amiantés.

Les organismes de prévention peuvent à tout moment émettre des observations sur la méthodologie de travail ou la nature des équipements de protection collective et individuelle, modifiant parfois les techniques mises en œuvre.

Le plan de retrait est également diffusé aux intervenants concernés par la réalisation des travaux comme le coordonnateur SPS, le maître d'œuvre, les organismes de contrôle ou bien évidemment, la maîtrise d'ouvrage.

La rédaction du plan de retrait est de la responsabilité de l'entreprise de travaux qui doit exposer au sein de ce document la méthodologie d'intervention de façon spécifique, en y intégrant une évaluation exhaustive des risques susceptibles d'être rencontrés pendant les travaux.

Le plan de retrait doit être connu de tout intervenant et tenu à disposition au sein du registre de chantier.

1-15 - Intervention de professionnels soumis aux dispositions du code du travail relative au retrait de matériaux contenant du plomb :

Les travaux exposant au plomb et à ses composés sont soumis aux dispositions du code du travail sur la prévention du risque chimique et à celles spécifiques aux substances cancérigènes, mutagènes et toxiques pour la reproduction (*articles R.4412-59 à R.4412-93*).

De plus, il existe dans le code du travail, 5 autres articles spécifiques à la prévention du risque d'exposition au plomb (*articles R4412-156 à R4412-160*). Les entreprises chargées de l'élimination des peintures contenant du plomb sont tenues de prendre en considération les notifications faites dans ces articles.

2 - Mesures d'organisation générale arrêtées par le maître d'œuvre, en concertation avec le coordonnateur, et conditions techniques :

2-1 - Plan des Installations de Chantier :

Les entreprises devront prendre en compte le site retenu par le maître d'ouvrage pour les installations de chantier.

Les installations de chantier pourront être réalisées dans des locaux existants sous réserve qu'ils permettent de respecter les dispositions décrites dans le tableau ci-dessous et que l'installation électrique soit compatible avec cette utilisation.

Tout retrait d'installation en cours de chantier ou réduction sera soumise à validation du maître d'ouvrage, du maître d'œuvre et du coordonnateur SPS. A défaut d'accord préalable, le rétablissement de l'installation d'origine sera exigé, sans contrepartie, à l'intervenant ayant pris l'initiative de la modification.

Les installations de chantier devront être mises en place pendant la période de préparation du chantier et avant tout démarrage de travaux.

Locaux et équipements à mettre à disposition	Installation et raccordement	Entretien, consommables
<p>1 local servant de vestiaire aéré, éclairé et chauffé. Il sera dimensionné sur la base de 1.25 m2 par salarié et comportera les équipements suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> - 1 armoire vestiaire comprenant 2 compartiments par salarié, - 1 tabouret ou 1 banc, - 1 ou plusieurs extincteurs portatif(s) de classe adaptée. 	Lot 1	Entreprises
<p>1 local servant de réfectoire aéré, éclairé et chauffé. Il sera dimensionné sur la base de 1.5 m2 par salarié et comprendra les équipements suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Tables et chaises en nombre suffisant, - 1 four à micro-ondes, - 1 réfrigérateur, - 1 ou plusieurs extincteurs portatif(s) de classe adaptée. <p>Ce local pourra éventuellement servir de salle de réunion.</p>	Lot 1	Entreprises
<p>1 local pour les sanitaires aéré, éclairé et chauffé. Il sera facilement nettoyable et comprendra :</p> <ul style="list-style-type: none"> - 1 cabinet avec chasse d'eau et 1 urinoir pour 20 utilisateurs, - 1 point d'eau, - 1 douche eau froide/eau chaude pour les travaux salissants, <p>L'approvisionnement en savon, essuie-mains, papier hygiénique devra être en quantité suffisante.</p>	Lot 1	Entreprises

2-2 - Bungalow de décontamination pour le risque amiante :


Il devra respecter à minima le cahier des charges suivant :

- Un compartiment "vestiaire sale" avec :
 - porte d'accès avec marche pieds,
 - revêtement sol, mur, plafond, d'un matériau facilement lavable, supportant les projections d'eau,
 - sol étanche, équipé d'une évacuation d'eau,
 - patères pour vêtements, "portes poubelle" pour sacs jetables,
 - éclairage intérieur étanche, lucarne pour éclairage naturel,
 - déprimogène à filtration absolue, équipé d'un obturateur de filtres, posé manuellement.
 Deux cabines "douche" avec :
 - deux portes "entrée sortie" pour chaque douche,
 - ces douches sont positionnées entre le compartiment sale et le compartiment propre. Il n'y a pas d'autres possibilités de passage entre ces deux compartiments
 - les portes des douches sont équipées de grilles d'aération permettant à l'air de circuler au travers des douches, de la zone "propre" vers la zone "sale", sous l'effet de la mise en dépression du compartiment "sale" engendrée par le fonctionnement du déprimogène,
 - l'équipement traditionnel de la douche est complété par une patère permettant de suspendre provisoirement un équipement devant être lavé (*masque respiratoire*),
 - sol équipé d'un revêtement anti-dérapant,
 - porte savon, robinet mélangeur, douchette avec flexible sur réglette verticale,
 - éclairage naturel par le plafond + éclairage en 12V.
- Un compartiment "vestiaires propres" avec :
 - porte d'accès avec marche pieds,
 - revêtement sol, mur, plafond, d'un matériau facilement lavable, supportant les projections d'eau,
 - sol étanche, équipé d'une évacuation d'eau,
 - patères pour vêtements,
 - éclairage intérieur étanche, lucarne pour éclairage naturel, chauffage,
 - armoires vestiaires, banc,
 - lavabo avec eau chaude, miroir, porte serviette, tablette,
 - prises de courants et box associés permettant de recharger les batteries des appareils de protection respiratoire à ventilation assistée,
 - grilles d'aération : entrée d'air neuf qui permet la ventilation de l'ensemble des compartiments par le fonctionnement du déprimogène,
 - un chauffage.
- Un compartiment technique accessible depuis l'extérieur, fermé à clé. Conçu pour regrouper les équipements techniques nécessaires au bon fonctionnement du bungalow notamment :
 - tableau électrique avec son convertisseur 12V,
 - chauffe eau avec une réserve d'eau chaude suffisante,
 - espace disponible pour installer un aspirateur à filtration absolue. Un trou pour passage du tuyau de cet aspirateur est aménagé dans la cloison séparant ce compartiment et le "vestiaire sale",
 - porte d'accès extérieur équipée d'une large grille d'aération,
 - espace de rangement de l'unité de filtration pendant le transport.
- Nota :
 - les fonctionnements du déprimogène et l'alimentation de l'aspirateur seront asservis à la présence des utilisateurs, quelles que soient leurs positions dans le bungalow,
 - en cas de chauffage au gaz, eau ou air, les appareils sont installés de façon que leur fonctionnement ne soit pas altéré par les flux d'air générés par le déprimogène ou l'aspirateur.



- Equipement général :
 - robinet d'eau froide donnant sur l'extérieur,
 - prise de courant,
 - évacuations d'eau centralisées pour raccorder l'unité de filtration d'eau,
 - notice du fabricant sur l'utilisation et les entretiens du bungalow.

2-3 - Clôture et signalisation de chantier :

Description	Mise en œuvre	Entretien
Mise en place d'une clôture délimitant l'emprise du chantier. Elle sera constituée de panneaux rigides grillagés de 2 m de hauteur, solidement liés entre eux en 2 points et suffisamment lestés afin de résister aux rafales de vent et éviter leur renversement.	Lot 1	Lot 1
Pose de panneaux de « <i>chantier interdit au public</i> » sur chacun des côtés et visibles du public, de ce type : 	Lot 1	Lot 1

2-4 - Panneau de chantier :

Description	Mise en œuvre	Entretien
Le panneau de chantier sera réalisé conformément aux dispositions de l'article R.8221-1 du code du travail. Il comportera les inscriptions réglementaires et les coordonnées de l'ensemble des intervenants (<i>maître d'ouvrage, maître d'œuvre, contrôleur technique, coordonnateur SPS, entreprises</i>) qui seront présents sur le site. Ce panneau devra être lisible depuis le domaine public. Il sera mis en place par l'entreprise désignée ci-contre et restera en place toute la durée du chantier. Il sera enlevé par la même entreprise.	Lot 1	Lot 1

2-5 - Conditions d'accès au chantier :

2-5-a - Accès des personnes :

Ne pourront pénétrer sur le chantier que les personnes autorisées :

- Les représentants de la Maîtrise d'Ouvrage ;
- Les représentants de l'équipe de Maîtrise d'œuvre ;
- Les représentants des organismes de prévention (*inspection du travail, CARSAT, OPPBTP, médecine du travail*) ;
- Les contrôleurs techniques ;
- Le coordonnateur SPS ;
- Les salariés des entrepreneurs titulaires et de leurs sous-traitants dûment agréés, à jour de la procédure d'inspection commune et ayant remis leur PPSPS. Chacun de ces intervenants devra être identifié clairement par un badge d'entreprise ou par un macaron nominatif aux couleurs de l'entreprise collé sur le casque.

2-5-b - Carte professionnelle :

Pour accéder au chantier, les salariés des entrepreneurs titulaires et des sous-traitants devront être titulaires de la carte d'identification professionnelle conformément à l'article R.8291-1 du code du travail.

2-5-c - Véhicules particuliers :

- Le stationnement des véhicules particuliers sur l'emprise des travaux est interdit.
- Les intervenants devront stationner les véhicules de chantier à des emplacements définis que l'entreprise aura préalablement clairement balisés et identifiés. Le stationnement sur la chaussée menant à la mairie est interdit.

2-5-d - Engins de chantier et livraisons :

- L'entreprise titulaire du lot principal réalisera en période de préparation un plan d'exploitation décrivant les modalités d'entrée et les sorties des engins sur le chantier pour chacune des phases.
- L'accès au chantier par les livreurs est autorisé le temps du déchargement de matériel ou de matériaux. L'entrepreneur commanditaire du matériel ou des matériaux se doit d'accueillir et de guider le fournisseur jusqu'au lieu de livraison.

2-6 - Conséquences des travaux sur l'environnement du chantier :

Pas de conséquence prévisible.

2-7 - Les réseaux enterrés :

2-7-a – Déclaration de projet de Travaux (DT) :

Le maître d'ouvrage fera les demandes pour les Déclarations de projet de Travaux (*appelées DT*).

2-7-b - Déclaration d'Intention de Commencement de Travaux (DICT) :

Les entreprises devront faire les Déclarations d'Intention de Commencement des Travaux auprès de l'ensemble des concessionnaires.

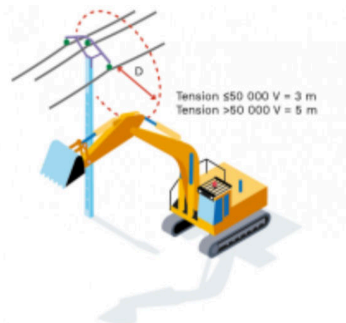
De plus, une visite du site est obligatoire avant tout démarrage des travaux, notamment pour les travaux de terrassement.

Une copie des récépissés des DICT sera transmise au coordonnateur SPS.

2-8 - Les réseaux aériens :

Dans le cadre des interventions à proximité des réseaux électriques aériens nus sous tension, le principe de base est fixé par le code du travail (*articles R.4534-107 à 130*) qui fixe notamment les distances d'approche, des travailleurs ou des outils, supérieures à :

- 3 mètres pour les lignes ou installations dont la plus grande des tensions est inférieure à 50 000 volts,
- 5 mètres pour les lignes ou installations dont la plus grande des tensions est égale ou supérieure à 50 000 volts.





2-9 - Autorisation d'intervention à proximité des réseaux (AIPR) :

La réforme anti-endommagement, élaborée pour améliorer la sécurité lors des travaux à proximité des réseaux et limiter les conséquences d'un endommagement de ces réseaux, vise les réseaux enterrés et les réseaux aériens. De nombreux salariés et activités sont ainsi concernés par les 3 types d'AIPR :

- AIPR « concepteur », pour tout salarié du maître d'ouvrage ou du maître d'œuvre intervenant en préparation ou suivi de projets de travaux, et pour au moins un salarié de tout prestataire en localisation ou récolement de réseaux neufs voulant être certifié ;
- AIPR « encadrant », pour tout salarié de l'entreprise de travaux intervenant en préparation des travaux, et au moins un salarié de l'exécutant de travaux sur chaque chantier (*celui qui réalise et analyse la DICT et dirige et coordonne l'exécution des travaux*) ;
- AIPR « opérateur », pour tout salarié intervenant dans les travaux à proximité des réseaux, soit comme opérateur d'engin, soit dans le cadre de travaux urgents. Pour les travaux urgents, chaque intervenant en terrassement ou en approche des réseaux aériens doit être titulaire de l'AIPR. Par dérogation, jusqu'au 1^{er} janvier 2019, un seul intervenant pourra en être titulaire.

C'est l'employeur qui délivre l'autorisation, obligatoire au 1^{er} janvier 2018, à chaque salarié concerné sur la base d'une estimation de ses compétences et de la possession par le salarié d'au moins une des pièces suivantes :

- un titre, diplôme, certificat de qualification professionnelle (CQP) du BTP ou d'un secteur connexe, de moins de 5 ans, comprenant la réforme anti-endommagement ;
- un certificat d'aptitude à la conduite en sécurité (Cacès) en cours de validité correspondant aux types d'activités exercées ;
- une attestation de compétences délivrée par un organisme de formation reconnu par l'État après la réussite d'un examen basé sur un QCM. La durée de validité de l'AIPR ne peut dépasser celle de la pièce justificative associée ou, pour les pièces sans limite de validité, 5 ans après la date de sa délivrance.



3 - Mesures de coordination prises par le coordonnateur en matière de sécurité et de santé et sujétions qui en découlent concernant, notamment :

3-a - Voies ou zones de déplacement ou de circulations horizontale et verticale :

3-a-1 - Circulation horizontale :

Problématique	Mesures de coordination	Mise en œuvre
Circulation à pied des intervenants sur le chantier	Les circulations menant au chantier seront nettoyées et maintenues praticables par tous temps pendant toute la durée du chantier avec si nécessaire la mise en place d'un balisage « piétons » provisoire.	Entreprises
	Sur le chantier, protection et balisage des ouvrages réalisés ou en cours de réalisation susceptible de générer un risque de chute ou de heurt pour les intervenants.	Entreprises
	L'ensemble du personnel sera équipé de vêtements de signalisation à haute visibilité de classe 2 ou 3 conforme à la norme NF EN 471.	Entreprises
Circulation et manœuvres des véhicules et engins sur le chantier	La conduite des véhicules et engins ne devra être confiée qu'à des intervenants ayant été reconnus médicalement aptes et ayant reçu la formation adéquate en matière de sécurité. Chaque conducteur devra être en possession de son permis de conduire et de son titre d'autorisation de conduite délivré par son employeur.	Entreprises
	La vitesse des véhicules et engins ne devra pas dépasser les 10km/h dans les zones en cours de travail.	Entreprises
	Les manœuvres et évolutions dont la visibilité serait réduite ne pourront être effectuées que sous le guidage d'une ou plusieurs personnes.	Entreprises
	Tous les véhicules de transport et engins de chantier seront équipés d'avertisseurs sonores et optiques couplés avec la marche arrière.	Entreprises
	Sur le chantier, protection et balisage des ouvrages réalisés ou en cours de réalisation susceptible de générer un risque pour les engins et véhicules.	Entreprises
Circulation des véhicules et engins sur le domaine public	Les véhicules ou engins devant se déplacer ou stationner sur le domaine public devront être équipés de feux spéciaux, de bandes réfléchissantes et d'avertisseur sonore de recul.	Entreprises

3-a-2 - Circulation verticale :

Problématique	Mesures de coordination	Mise en œuvre
Echafaudage	<p>Les échafaudages seront montés et démontés par du personnel qualifié et compétent. Leur attestation de compétence devra être à jour et sera fournie à toute demande.</p> <p>Le choix du matériel devra résulter d'une analyse, par l'entreprise utilisatrice, des besoins (<i>nature et durée des travaux, échelonnement des hauteurs de travail à desservir sur l'ouvrage...</i>) et des contraintes liées à l'environnement en général et à l'ouvrage le quel on doit intervenir en particulier, à la voirie, à la nature du sol...</p> <p>Ce choix doit en outre permettre le respect des exigences réglementaires relatives à ces équipements de travail des articles R. 4323-69 à R. 4323-80 du code du travail et de l'Arrêté du 21 décembre 2004 relatif aux vérifications des échafaudages.</p> <p>Le personnel sera protégé, à tous moments, contre tous risques de chute.</p> <p>Des protections collectives seront installées aux niveaux des plans de travail et de circulation.</p> <p>Il pourra être demandé à l'entreprise qui a monté l'échafaudage de le mettre à disposition des autres entreprises. Cette mise en commun sera formalisée par une convention entre les entreprises concernées.</p>	Entreprises
Utilisation d'échelles ou escabeaux	<p>L'utilisation d'échelles ou d'escabeaux en tant que poste de travail est interdite.</p> <p>Les entreprises devront utiliser des plates-formes individuelles roulantes, des échafaudages ou tout autre matériel équipé contre les chutes de hauteur (<i>article R.4323-81 à 88 du code du travail</i>).</p>	Entreprises
Plates-formes élévatrices mobiles	<p>Les plates-formes élévatrices mobiles de personnel sont destinées à l'élévation d'un poste de travail. Elles permettent le déplacement dans l'espace d'une ou de plusieurs personnes. Ces équipements sont tous constitués d'un porteur permettant la translation dans le plan support de l'équipement. L'élévation peut quant à elle être verticale seulement ou multidirectionnelle.</p> <p>La protection contre la chute est assurée par une nacelle équipée de garde-corps périphériques et par le port de harnais de sécurité avec un stop-chute. Ces équipements ne sont pas conçus pour que les utilisateurs puissent quitter la nacelle en élévation.</p> <p>La conformité de ces équipements aux exigences minimales de solidité et de sécurité peut être évaluée en référence à une norme (<i>NF EN 280</i>).</p>	Entreprises



	<p>Pour une utilisation en sécurité de ces équipements, il est nécessaire de respecter les conditions définies dans la notice d'instructions, à partir des règles de prévention :</p> <ul style="list-style-type: none"> - vitesse du vent, - résistance et planéité du sol, - risque d'être heurté par un véhicule, - de heurter une structure fixe avec la nacelle, - d'éjection du conducteur hors de l'habitacle. 	
Etalement et tour d'étalement	<p>Les étais télescopiques utilisés sur le chantier devront être conformes à la norme NF EN 1065.</p> <p>Les tours d'étalement métalliques à éléments préfabriqués devront être conformes à la norme NF P 93-550.</p> <p>La note de calcul et le plan d'étalement doivent être disponibles sur le chantier afin de garantir une exécution conforme au projet. Leur présence pourra être vérifiée par le coordonnateur SPS.</p>	Entreprises
Crochet de sécurité de toiture	<p>La mise en place d'une protection collective sur la toiture n'étant pas prévue, comme décrit par la Caisse Nationale de l'Assurance Maladie des Travailleurs Salariés dans sa recommandation R430, les entreprises devront doter obligatoirement leurs personnels d'Équipements de Protection Individuelle et utiliser les points d'ancrage prévus à cet effet pour l'accès à la toiture et sur la toiture.</p> <p>Les crochets de sécurité sont situés sur la surface des toits en pente et fixés à demeure à la construction portante de toit. Ils sont destinés à l'accrochage des échelles de couvreurs, à la fixation des plates-formes de couvreurs et ils servent de points d'ancrage pour la fixation de harnais de sécurité ou d'équipements de protection individuelle contre les chutes.</p> <p>Ils doivent répondre à la norme NF EN 517 – février 2007.</p> <p>Les installateurs doivent s'assurer que les matériaux de support dans lesquels les dispositifs d'ancrages structurels sont fixés sont adaptés. En cas de fixation dans l'acier ou le bois, il convient qu'un ingénieur qualifié vérifie par le calcul que les données en matière de conception et de montage sont compatibles avec la force appliquée dans le cadre de l'essai de type comme demandé dans la norme NF EN 795 – mars 2016.</p>	Entreprises

3-b - Conditions de manutention des différents matériels et matériaux, en particulier pour ce qui concerne l'interférence des appareils de levage sur le chantier ou à proximité, ainsi que la limitation du recours aux manutentions manuelles :

Problématique	Mesures de coordination	Mise en œuvre
Manutention manuelle	Limiter autant que possible les manutentions manuelles en utilisant des moyens de manutention adaptés aux charges.	Entreprises
Introduction et installation d'appareils de levage	L'utilisation d'engin ou dispositif de levage devra être abordée au cours de l'inspection commune. Les moyens et modes opératoires seront détaillés dans les PPSPS de chacune des entreprises.	Entreprises
Mise en commun de l'utilisation des appareils de levage	Lors de la préparation de chantier, il sera étudié des conditions d'utilisation commune des appareils des appareils de levage. Si elle est possible, cette mise en commun sera formalisée par une convention entre les entreprises concernées.	Entreprises
Interférence des appareils de levage	Le planning des travaux sera établi de façon à éviter la coactivité d'engins sur le chantier. En cas d'impossibilité, un dispositif de gestion des interférences dans les zones concernées sera mis en place.	Entreprises
Vérification des appareils et accessoires de levage	L'ensemble des appareils de levage devra être vérifié avant la mise en service sur le chantier. Le rapport de vérification devra être disponible sur le chantier ou dans l'appareil. Les accessoires de levage et élingues seront compatibles avec les appareils utilisés. Ils comporteront l'indication de la charge maximale d'utilisation et seront vérifiés périodiquement.	Entreprises
Autorisation de conduite	La conduite des engins de levage ne sera confiée qu'à des intervenants reconnus médicalement aptes et ayant reçu la formation adéquate en matière de sécurité. Tout conducteur sera en possession du titre d'autorisation de conduite délivré par son employeur.	Entreprises
Elingage	Le personnel chargé de procéder à l'élingage des charges sera formé à cette tâche.	Entreprises

3-c - Délimitation et aménagement des zones de stockage et d'entreposage des différents matériaux, en particulier s'il s'agit de matières ou substances dangereuses :

Stockage	Mesures de délimitation	Mise en œuvre
Délimitation	Les produits les plus rencontrés sur les chantiers peuvent être des lubrifiants, carburants, hydrocarbures, détergents, résines, colles, solvants, acides, peintures, ...	Entreprises
	Les entreprises devront indiquer si leurs travaux comprennent la mise en œuvre de préparations ou substances dangereuses susceptibles de provoquer des intoxications, incendie ou explosion.	
	Les fabricants et distributeurs de produits chimiques seront tenus d'adresser aux utilisateurs les fiches de données sécurité. Celles-ci seront annexées au PPSPS.	
	Les lieux de stockage seront éloignés du lieu d'activité et des aires de circulation du personnel et des engins de chantier. Ils seront aussi séparés physiquement de la base de vie.	
	Ne seront admises sur le site de stockage que les quantités correspondant au maximum à une journée de travail.	
	Un balisage et une signalisation de sécurité relatifs aux risques devront être mis en place.	
	Aucune pollution de quelques produits chimiques ne sera tolérée.	
	Tout feu est strictement interdit sur et autour du chantier.	
Implantation	Les aires de stockage seront implantées en séparant les risques.	Entreprises
Stockage des solides en vrac	Prévoir une surface suffisante afin de minimiser les hauteurs de stockage et accessible par des allées de circulation.	Entreprises
	Les solides contenant des fines volatiles seront protégés des risques de mise en suspension par les courants d'air.	
	Les solides poudreux seront stockés en silos fermés et équipés de colonne de dégazage et de dispositif de remplissage.	
Stockage de liquides	Les citernes de stockage, plus particulièrement celles contenant des hydrocarbures, seront placées sur des cuvettes de rétention.	Entreprises
Stockage de gaz	Les bouteilles de gaz devront être placées à l'extérieur ou dans un lieu particulier. Elles seront maintenues en position verticale.	Entreprises

3-d - Conditions de stockage, d'élimination ou d'évacuation des déchets et décombres :

3-d-1 - Gestion des déchets contenant de l'amiante :

Les déchets de toute nature contenant de l'amiante sont des déchets dangereux. A ce titre, un certain nombre de dispositions réglementaires, dont les principales sont rappelées ci-après, encadrent leur élimination.

Lors de travaux conduisant à un désamiantage de tout ou partie de l'immeuble, la personne pour laquelle les travaux sont réalisés, c'est-à-dire les maîtres d'ouvrage, en règle générale les propriétaires, ont la responsabilité de la bonne gestion des déchets produits, conformément aux dispositions de l'article L. 541-2 du code de l'environnement. Ce sont les producteurs des déchets au sens du code de l'environnement.

Les déchets liés au fonctionnement d'un chantier (*équipements de protection, matériel, filtres, bâches, etc ...*) sont de la responsabilité de l'entreprise qui réalise les travaux.

3-d-2 - Conditionnement des déchets contenant de l'amiante :

Les déchets, de toute nature, susceptibles de libérer des fibres d'amiante sont conditionnés et traités de manière à ne pas provoquer d'émission de poussières. Ils sont ramassés au fur et à mesure de leur production et conditionnés dans des emballages appropriés et fermés, avec apposition de l'étiquetage prévu par le décret n° 88-466 du 28 avril 1988 relatif aux produits contenant de l'amiante et par le code de l'environnement notamment ses articles R. 551-1 à R. 551-13 relatifs aux dispositions générales relatives à tous les ouvrages d'infrastructures en matière de stationnement, chargement ou déchargement de matières dangereuses.

Les professionnels soumis aux dispositions du code du travail doivent procéder à l'évacuation des déchets, hors du chantier, aussitôt que possible, dès que le volume le justifie après décontamination de leurs emballages.

3-d-3 - Apport en déchèterie :

Certaines déchèteries acceptent les déchets d'amiante lié à des matériaux inertes ayant conservé leur intégrité provenant de ménages, voire d'artisans. Tout autre déchet contenant de l'amiante est interdit en déchèterie.

A partir du 1er janvier 2013, les exploitants de déchèterie ont l'obligation de fournir aux usagers les emballages et l'étiquetage appropriés aux déchets d'amiante.

3-d-4 - Filières d'élimination des déchets :

Les matériaux contenant de l'amiante ainsi que les équipements de protection (*combinaison, masque, gants...*) et les déchets issus du nettoyage (*chiffon...*) sont des déchets dangereux. En fonction de leur nature, plusieurs filières d'élimination peuvent être envisagées.

Les déchets contenant de l'amiante lié à des matériaux inertes ayant conservé leur intégrité peuvent être éliminés dans des installations de stockage de déchets non dangereux si ces installations disposent d'un casier de stockage dédié à ce type de déchets.

Tout autre déchet amianté doit être éliminé dans une installation de stockage pour déchets dangereux ou être vitrifiés. En particulier, les déchets liés au fonctionnement du chantier, lorsqu'ils sont susceptibles d'être contaminés par de l'amiante, doivent être éliminés dans une installation de stockage pour déchets dangereux ou être vitrifiés.

3-d-5 - Traçabilité

Le producteur des déchets remplit un bordereau de suivi des déchets d'amiante (*BSDA, CERFA n° 11861*). Le formulaire CERFA est téléchargeable sur le site du ministère chargé de l'environnement. Le propriétaire recevra l'original du bordereau rempli par les autres intervenants (*entreprise de travaux, transporteur, exploitant de l'installation de stockage ou du site de vitrification*).

Dans tous les cas, le producteur des déchets devra avoir préalablement obtenu un certificat d'acceptation préalable lui garantissant l'effectivité d'une filière d'élimination des déchets.

3-d-6 - Traitement des déchets contenant du plomb :

Sur le chantier, les déchets doivent être séparés suivant leur nature afin d'être dirigés vers les centres de stockage ou les centres de traitement appropriés.

L'organisation des travaux devra permettre d'éviter le mélange des différents types de déchets (*poussières, bois et métaux pollués au plomb, équipements de protection individuelle, produits de décapage chimique, ...*).

Le conditionnement et le stockage se feront dans des sacs étanches et bidons fermés avec un étiquetage comportant la nature des déchets et les coordonnées du site de leur provenance.

Le traitement et le stockage de ces déchets dépendent de leur teneur en plomb lixiviable et de leur nature.

L'arrêté du 30 décembre 2002 modifié définit les teneurs limites d'acceptation des déchets en plomb dans les installations de stockage des déchets dangereux (classe 1). Ces teneurs sont obtenues sur les éluats provenant des tests de lixiviation réalisés selon la norme NF 12457-2 et analysés suivant les prescriptions de la norme NF EN 12506.

3-d-7 - Autres déchets :

Description	Réalisation	Elimination
Mises en place de bennes et containers sur sol étanche suivant le Plan d'Installation de chantier dans une zone délimitée	Entreprises	Entreprises
Tri des déchets suivant leur catégorie : EMB (<i>emballage</i>) DMA (<i>déchets ménagers et assimilés</i>) DI (<i>déchets inertes</i>) DIB (<i>déchets industriels banals</i>) DIS (<i>déchets industriels spéciaux</i>) PNEUS (<i>déchets centre autorisé</i>)	Entreprises	Entreprises

3-e - Conditions d'enlèvement des matériaux dangereux utilisés :

Chaque entrepreneur procède, à ses frais, à l'enlèvement des déchets et des décombres et à leurs transports vers les décharges publiques. Les déchets contenant de l'amiante seront évacués vers une décharge de classe 1 ou 2 suivant les règles fixées par la circulaire du 9 janvier 1997.

3-f - Utilisation des protections collectives, des accès provisoires et de l'installation électrique générale :

3-f-1 - Protections collectives :

L'isolement de l'installation électrique existante sera assuré par l'entreprise du lot 8 qui remettra un certificat d'isolement de l'installation à l'issue de son intervention.

3-f-2 - Accès provisoires :

Aucun accès provisoire n'est prévu.

3-f-3 - Installation électrique générale :

L'installation électrique de chantier devra répondre à la norme française NF C 15-100. Le raccordement du coffret électrique sera réalisé par l'entreprise du lot 8.

Après le comptage, elle comportera :

- Une armoire de répartition (*isolement renforcé*) avec un dispositif de coupure automatique associé à un relais différentiel à moyenne sensibilité ainsi qu'une borne de terre raccordée à la prise de terre locale,
- Un coffret cadenassable, par activité, comportant une coupure générale extérieure avec prises pour l'alimentation des matériels électriques ainsi qu'une prise en 24 V.
- Le calibrage des fusibles et relais thermiques sera adapté en fonction des matériels utilisés.

Au démarrage du chantier, ou lors de modifications importantes de l'installation, il est obligatoire de faire vérifier l'installation électrique avant sa mise en service par un organisme accrédité (*arrêté du 10 octobre 2000*). Une dérogation existe pour les installations électriques temporaires de chantier présentes dans les chantiers de 3^e catégorie (*art. R. 4532-1 du Code du travail*) et d'une puissance inférieure à 100 kVA.

Lorsque les deux conditions sont réunies, la vérification peut être réalisée par une personne qualifiée ayant des connaissances approfondies dans le domaine de la prévention des risques électriques et des dispositions réglementaires qui y sont afférentes. Il doit également pratiquer régulièrement cette activité.

Durant le chantier, une vérification périodique est effectuée annuellement au minimum. Toutes les vérifications font l'objet de rapports détaillés suivant les instructions réglementaires (*arrêté du 26 décembre 2011*).

Les documents obligatoires à tenir à disposition sur le chantier sont :

- Le plan schématique du chantier indiquant notamment les passages des câbles enterrés,
- Le registre de sécurité traçant les interventions,
- Les rapports des vérifications initiales et périodiques,
- Les justifications des travaux et les modifications effectuées afin de remédier aux défauts constatés dans les rapports.

3-g - Mesures prises en matière d'interactions sur le site :

Afin de limiter les interactions sur le chantier, la priorité a été donnée sur un phasage des travaux permettant d'éviter au maximum tout travail superposé.

En cas de décalages dus à des retards dans les travaux et qui pourraient engendrer des situations à risques, il appartiendra aux entreprises d'en informer le Maître d'Ouvrage et le coordonnateur SPS.

Si les interactions ne peuvent être éliminées, il conviendra aux entreprises de prendre des mesures compensatoires en accord avec le coordonnateur SPS.

4 - Sujétions découlant des interférences avec les activités d'exploitation sur le site à l'intérieur ou à proximité duquel est implanté le chantier :

4-1 - Horaire activité du site :

Aucune activité n'est prévue sur le site pendant la période des travaux.

4-2 - Horaire du chantier :

Le chantier est en activité, du lundi au vendredi, de 8 heures à 18 heures.

4-3 - Horaire approvisionnement des matériaux et arrivée du matériel :

Les livraisons de matériels et matériaux se dérouleront pendant les heures d'ouverture du chantier indiquées ci-dessus.

4-4 - Risque incendie et explosion :

Les entreprises effectuant des travaux par points chauds autorisés hors travaux de dépollution et dégazage de cuves (*soudage, tronçonnage, découpage, meulage, autres ...*) devront remplir un permis de feu (*type modèle ED 6030 de l'INRS*) qui sera validé par le Maître d'Ouvrage.

Si les entreprises utilisent des produits inflammables (*à indiquer dans leur PPSPS*), un lieu de stockage spécifique et isolé leur sera réservé.

Les locaux de stockage, réfectoire, vestiaires seront équipés d'extincteurs.

Les bornes à incendie à proximité du chantier devront rester accessibles aux véhicules de secours.

Il est interdit de fumer sur le chantier.

4-5 - Bruits et nuisances :

La législation relative à la prévention du bruit en milieu de travail repose sur la directive européenne n°2003/10/CE du 6 février 2003. Ce texte fixe des prescriptions minimales en matière de protection des travailleurs contre les risques pour leur santé et leur sécurité résultant ou susceptibles de résulter d'une exposition au bruit, notamment le risque pour l'ouïe. Cette directive a été transposée en droit français par le décret n° 2006-892 du 19 juillet 2006, relatif aux prescriptions de sécurité et de santé applicables en cas d'exposition des travailleurs aux risques dus au bruit.

Cette réglementation fixe notamment :

- La valeur limite d'exposition des travailleurs au bruit à 87 dB(A) et à 200 Pa pour la pression de crête.
- Les valeurs d'exposition supérieures déclenchant l'action à 85 dB(A) et 140 Pa pour la pression acoustique. En cas de dépassement, l'employeur a alors l'obligation de mettre en œuvre des mesures afin de réduire l'exposition au bruit.
- Les valeurs d'exposition inférieures déclenchant l'action à 80 dB(A) et 112 Pa. Si ces seuils sont dépassés, les employeurs sont tenus de mettre à la disposition des travailleurs des protecteurs auditifs individuels et de leur offrir un examen audiométrique préventif.

4-6 - Poussières :

Les entreprises devront adopter un mode de travail ne générant pas de poussière. Dans le cas contraire, il leur appartiendra de mettre en œuvre tout moyen de captation à la source (*aspiration*) et tout moyen de ventilation. Il pourra aussi être procédé à une humidification ou brumisation des postes de travail. Toute coactivité sera interdite si aucun moyen efficace ne peut éviter la propagation de poussières.



5 - Mesures générales prises pour assurer le maintien du chantier en bon ordre et en état de salubrité satisfaisant, notamment :

5-a - Opérations de construction de bâtiment, les mesures arrêtées par le maître d'ouvrage en application de l'article R4533-1 :

Notifications faites aux entreprises, moyens collectifs mis en place :

Description	Réalisation	Entretien
Nettoyage quotidien des locaux : salle de restauration, sanitaires.	Entreprises	Entreprises
Maintien des circulations dégagées (<i>matériels et matériaux</i>) et exempts de tous déchets.	Entreprises	Entreprises
Evacuation au fur et à mesure de la production des déchets générés et rangement quotidien du matériel.	Entreprises	Entreprises

5-b - Opérations de génie-civil, les dispositions prises par le maître d'ouvrage pour établir des conditions telles que les locaux destinés au personnel du chantier soient conformes aux prescriptions qui leur sont applicables en matière de santé, de sécurité et de conditions de travail :

Sans objet pour cette opération.




6 - Renseignements pratiques propres au lieu de l'opération concernant les secours et l'évacuation des travailleurs ainsi que les mesures communes d'organisation prises en la matière :

6-1 - Sauveteurs-secouristes du travail :

Selon l'article R.4224-15 du code du travail, la présence d'un sauveteur-secouriste du travail est obligatoire dans chaque atelier où sont accomplis des travaux dangereux ou dans chaque chantier employant vingt travailleurs au moins pendant plus de quinze jours où sont réalisés des travaux dangereux. Toutefois, les salariés formés ne peuvent être considérés comme infirmiers.

Chaque entreprise devra préciser dans son PPSPS, le nom de ses sauveteurs-secouristes du travail. Dans le cas d'entreprise sous-traitante, l'entreprise titulaire imposera à celle-ci la présence d'un sauveteur-secouriste du travail pendant toute la durée de son chantier.

	<p>Les sauveteurs-secouristes du travail seront reconnaissables sur le chantier par le logo apposé sur leur vêtement de travail ou casque. Ils devront, en outre, fournir à la demande des organismes de prévention leur certificat de formation ou de recyclage de moins d'un an.</p>
---	--


Les entreprises ne seront autorisées à intervenir que si elles ont un sauveteur-secouriste du travail présent sur le chantier.

6-2 - Moyens d'appels des secours :

Un téléphone doit toujours être accessible sur le chantier afin de pouvoir contacter les secours extérieurs. Ce téléphone doit se trouver dans la salle de réunion de la base de vie.

De plus, chaque entreprise aura un salarié présent sur le chantier doté d'un téléphone portable.

La liste des numéros d'urgence à appeler en cas de secours devra être à portée du téléphone de chantier ou affichée à la vue du salarié équipé d'un téléphone portable.



En cas d'accident

Appelez le sauveteur secouriste du travail qui, après avoir examiné la victime, vous demandera d'appeler les secours.

Téléphonez au :

18
Pompiers


112
Centre d'appels secours

15
Samu




et dites...

- 1 Ici chantier**
A (commune ou arrondissement)
N° Rue
En face de
Téléphone :
- 2 Précisez la nature de l'accident**
Par exemple : éboulement, égratignure, chute...
Précisez la position du blessé et s'il y a risqué de réaggravation.
Par exemple : le blessé est sur le toit, il est au sol ou dans une fouille...
- 3 Signalez le nombre de blessés et leur état**
Par exemple : trois ouvriers blessés dont un blessé et un ne parle pas.
- 4 Décrivez l'intervention du secouriste**
Par exemple : premiers soins, bouché à bouché...
- 5 Fixez un point de rendez-vous**
et envoyez quelqu'un à ce point pour guider les secours.
- 6 Faites répéter le message**
Ne raccrochez jamais le premier.

SAUVETEURS SECOURISTES DU TRAVAIL : une liste à jour mentionnant leur nom doit être affichée sur le chantier. Les sauveteurs secouristes du travail sont reconnaissables au logo placé sur leur casque et sur leur tenue de travail.



6-3 - Numéros d'appels des secours extérieurs :

Fonctions	Adresses postales	Téléphones
SAMU 31	9, place du Docteur Joseph Baylac 31059 TOULOUSE cedex 9	
Pompiers	Groupeement Territorial Nord-Ouest Rue Pierre Compte 31340 VILLEMATIER	
Hôpital 	Centre Hospitalier de Purpan Place du Docteur Joseph Baylac 31059 TOULOUSE cedex 9	05 61 77 22 33
Centre antipoison	9, place du Docteur Joseph Baylac 31059 TOULOUSE cedex 9	 ou 05 61 77 74 47

6-4 - Alerte des secours :

Le message d'alerte doit être aussi précis que possible. Il ne faut jamais oublier que le service de secours n'a absolument aucune idée de ce qui se passe près de vous. Les moyens de secours qui seront envoyés dépendent donc de ce que vous allez dire.

Pour se faire entendre, il est important de parler clairement et calmement. Voilà ce qu'il faut dire, et de préférence dans cet ordre :

- **Identifiez-vous.**
 - *Donnez votre nom, et le numéro de téléphone d'où vous appelez. Ce dernier permettra aux secours de vous rappeler, par exemple en cas de problème pour trouver l'endroit.*
- **Expliquez où vous êtes et comment accéder au lieu de l'accident**
 - *Donnez l'adresse précise de l'endroit où vous vous trouvez. N'oubliez pas la commune. Si vous vous trouvez au domicile d'un particulier, précisez comment on peut accéder (n° de la porte, étage, code de l'interphone s'il y en a un à l'entrée...).*
- **Donnez la nature de l'accident**
 - *Expliquez s'il s'agit d'un accident de travail, de la circulation, un malaise sur la voie publique, ... Décrivez précisément ce qui s'est passé.*
- **Précisez le nombre et l'état apparent des victimes.**
- **Décrivez ce que vous avez vu, si possible :**
 - *Le nombre de victimes*
 - *Leur sexe et âge approximatif*

- *Leur état apparent (parle, saigne, transpire, respire...) Essayez de ne pas utiliser de termes médicaux.*
 - *Leur position : debout, assis, couché sur le ventre, couché sur le dos, allongé sur le côté...*
 - *Les gestes effectués et les mesures prises par vous-même ou par les tiers présents.*
- **Précisez s'il y a des risques persistants**
 - *Par exemple un risque d'effondrement, d'incendie, d'explosion, de collision...*
 - **Ne raccrochez pas le premier**
 - *Attendez les instructions du service de secours.*

6-5 - Pharmacie de secours :

Description	Réalisation	Entretien
Mise en place d'une pharmacie pour l'ensemble du personnel de chantier dans le cantonnement avec un cahier d'enregistrement	Entreprise principale	Toutes les entreprises
Rapprovisionnement de la pharmacie	Toutes les entreprises	Toutes les entreprises
Eviter l'utilisation des pharmacies stockées dans les caisses à outils ou les véhicules (<i>souvent périmées</i>)	Toutes les entreprises	Toutes les entreprises

6-6 - Accidents du travail :

Les entreprises devront systématiquement informer le coordonnateur SPS de tout incident ou accident qui surviendrait sur le chantier et qui aurait eu ou aurait pu avoir des conséquences sur la sécurité et la santé des personnes. Cette obligation est applicable aux travailleurs intérimaires (*l'entreprise utilisatrice devra se procurer la déclaration de la société d'intérim et la transmettre au coordonnateur*).

L'évacuation des blessés se fera uniquement par du personnel compétent et des véhicules de transport sanitaires.

Le Maître d'ouvrage, le Maître d'œuvre, le coordonnateur et autres organismes (*O.P.P.B.T.P., C.A.R.S.A.T., Inspection du Travail*) seront informés de tous les accidents.

6-7 - Défibrillateur Automatisé Externe (DAE)

Un DAE est disponible, sous le proche, à l'entrée de la mairie située à environ 200 mètres du chantier.



SASU COORDINATION-DIAGNOSTICS
40, rue du Chanoine Lucien Gaben – 81000 ALBI

7-3 - Dossier d'Intervention Ulérieure sur l'ouvrage (DIUO) :

Le coordonnateur SPS constitue le Dossier d'Intervention Ulérieure sur l'Ouvrage dès la phase conception de l'opération. Il rassemble, sous bordereau, tous les documents, fournis par la maîtrise d'ouvrage, la maîtrise d'œuvre, les entreprises, tels que plans et notes techniques, de nature à faciliter les interventions ultérieures (*articles R.4235-95 et 96 du code du travail*).

Il intègre aussi le dossier technique regroupant les informations relatives à la recherche et à l'identification des matériaux contenant de l'amiante prévus aux articles R.1334-22 et 28 du code de la santé publique.

7-4 - Registre-Journal de Coordination (RJC) :

Il est ouvert par le coordonnateur SPS dès la signature du contrat avec le maître d'ouvrage (*article R.4532-12 du code du travail*).

Il est présenté, sur leur demande, aux maîtres d'ouvrage et d'œuvre, à l'inspection du travail, aux agents des services de prévention des organismes de sécurité sociale et professionnels de prévention du bâtiment et des travaux publics (*article R4532-40 du code du travail*).

Il est tenu à la disposition de l'ensemble des intervenants sur le chantier.

7-5 - Droits et obligations du maître d'ouvrage :

La coopération entre les différents intervenants et le coordonnateur doit être réglée par le maître d'ouvrage dès les études d'avant-projet.

Le maître d'ouvrage met à disposition du coordonnateur les moyens nécessaires à l'accomplissement de sa mission et lui communique toutes les informations utiles dont, notamment, les données techniques relatives à l'opération, toutes données porteuses de risque, le permis de construire, le CCTP de l'opération, une copie de la déclaration préalable.

Pour les opérations de construction de bâtiments, dont le montant excède 760 000 €, le maître d'ouvrage fait réaliser les VRD préalables.

7-6 - Droits et obligations du coordonnateur :

Le coordonnateur a libre accès au chantier, au bureau de chantier, au matériel mis à la disposition du maître d'œuvre et à toutes les réunions organisées par la maîtrise d'œuvre.

Le marché de maîtrise d'œuvre, les clauses du dossier de consultation des entreprises ou des marchés de travaux précisent l'étendue de l'autorité confiée au coordonnateur par le maître d'ouvrage.

Le coordonnateur fournit au maître d'ouvrage toutes les informations utiles au déroulement de sa mission. Il doit informer le maître d'ouvrage et le maître d'œuvre sans délai, et par tous moyens, de toute violation par les intervenants, des mesures de coordination qu'il a définies ainsi que des procédures de travail et des obligations réglementaires en matière de sécurité et de protection de la santé des travailleurs sur les chantiers. Il est fait mention de ces violations dans le registre journal de la coordination. Cette information doit être confirmée par écrit.

En cas de conflit entre les intervenants, le coordonnateur en informe le maître d'ouvrage. Au cas où des mesures coercitives (*mises en demeure, injonctions, pénalités, résiliation, etc.*) se révèlent nécessaires, le coordonnateur en réfère préalablement au maître d'ouvrage qui engage les actions.



En cas de danger grave et imminent menaçant la sécurité ou la santé d'un intervenant ou d'un tiers (*tel que risque de chute, d'ensevelissement, etc.*), le coordonnateur a autorité pour prendre toutes mesures appropriées, y compris pour faire interrompre les travaux. Il en rend compte immédiatement au maître d'ouvrage. La notification des arrêts de travaux est consignée au registre journal. Les reprises, décidées par le maître d'ouvrage, après avis du coordonnateur, sont également consignées dans le registre journal.

En cas d'urgence, le maître d'ouvrage donne au coordonnateur les moyens nécessaires à la mise en place de dispositifs de sécurité.

7-7 - Intervention du coordonnateur SPS :

L'intervention du coordonnateur SPS ne modifie ni la nature ni l'étendue des responsabilités qui incombent, en application des autres dispositions du code du travail, à chacun des participants aux opérations de bâtiment et de génie civil (*article L.4532-6 du code du travail*).